

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1923.

PROJET DE LOI INSTITUANT UN CONSEIL D'ENQUÊTE MARITIME.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEURS,

Le projet de loi instituant un Conseil d'enquête maritime a été déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants au cours de la séance du 23 mars 1923. Examiné en Section centrale, le rapport en fut présenté le 18 juin 1924.

A la suite de la récente dissolution des Chambres législatives, le dépôt de ce projet de loi doit être considéré comme non avenu.

Cependant les raisons majeures qui justifiaient la création de cette nouvelle juridiction n'ont rien perdu de leur valeur; divers accidents de navigation survenus au cours de ces derniers mois viennent au contraire de leur donner une nouvelle autorité.

Nous ne pouvons donc que vous convier à reporter toute votre attention sur ce projet, et nous vous apportons l'assurance qu'en lui accordant votre approbation vous ferez œuvre de haute utilité.

* * *

Les efforts qui ont été réalisés en Belgique depuis quelques années en vue de la création d'une flotte marchande nationale digne de notre commerce et de notre industrie ne sont pas restés vains.

Le nombre des navires battant pavillon belge s'est considérablement accru au cours de cette dernière décade grâce à l'activité et à la persévérance dont nos milieux maritimes font preuve.

Il appartient au législateur de seconder ces efforts, de coopérer au progrès de notre expansion dans ce domaine par l'adaptation de nos lois aux perfectionnements nautiques, en les modifiant à la lumière de l'expérience acquise et des enseignements qui nous viennent de l'étranger.

Notre première préoccupation en cette matière doit être d'assurer par une

réglementation judicieuse la sécurité des transports par mer. Cette sécurité est soumise à une double condition : d'une part, le parfait état et la bonne tenue à la mer du navire, d'autre part, la compétence professionnelle et la parfaite aptitude du capitaine et de son état-major.

Cette double garantie aura pour effet d'attirer à notre flotte marchande une clientèle confiante, élément essentiel de sa prospérité et de son développement, d'augmenter le fret, de diminuer le taux des assurances, enfin de relever le prestige de notre pavillon national.

L'œuvre de la rénovation de notre législation maritime a été entamée au cours d'une récente session parlementaire par le vote de la loi sur la sécurité des navires, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1921.

En décidant qu'aucun navire ne prendrait la mer d'un port belge sans être muni d'un certificat délivré après une inspection minutieuse constatant qu'il satisfait à toutes les exigences modernes de la navigation, vous avez réalisé la première condition de sécurité,

Il vous est proposé aujourd'hui de compléter cette première et importante innovation.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter, instituant un Conseil d'enquête maritime, vise la deuxième condition de sécurité.

Le souci supérieur des vies humaines, l'importance des valeurs qui sont confiées aux navires, exigent encore qu'un contrôle minutieux soit exercé sur la capacité de ceux qui assument la lourde responsabilité de leur direction.

Sous l'empire de notre législation actuelle il est loisible au capitaine ou à l'officier qui a causé un sinistre, qui a échoué ou laisser échouer son navire par exemple, de continuer à naviguer, de mettre en risques d'autres navires, d'autres cargaisons, d'autres vies humaines, sans qu'il puisse être l'objet d'un recours. Cette lacune de nos lois ne peut être tolérée plus longtemps. Il importe, au contraire, qu'une enquête sérieuse et contradictoire soit ouverte sur tous les accidents de navigation et que les responsabilités en jeu soient recherchées et sanctionnées.

La nécessité d'une juridiction disciplinaire pour la marine marchande a été reconnue par toutes les nations qui se préoccupent du développement de leur flotte de commerce.

Les milieux les plus divers du monde maritime belge, en réclamant depuis longtemps l'institution, et les officiers de notre marine marchande eux-mêmes, futurs justiciables de cette juridiction, en accueillirent, dès l'origine, le plus favorablement le principe.

Ils y voient, en effet, un moyen de mettre fin aux critiques injustes, aux soupçons sans fondement que laisse parfois peser sur leur innocence l'obscurité qui a entouré jusqu'ici les causes des sinistres.

Si l'accident résulte d'un fait indépendant de leur volonté, ils ont le droit de ne pas s'en voir blâmés; si, au contraire, il y a faute de leur part, cette faute doit être constatée et réprimée: il faut, au besoin, que l'exercice de leurs fonctions puisse leur être interdit.

L'armateur a également avantage à ce que la responsabilité des accidents sur-

venus à ses navires soit établie. Il y trouvera des renseignements précieux et saura quels sont les marins auxquels il peut légitimement continuer sa confiance.

L'intérêt général, le bon renom de notre pavillon ne peuvent que gagner par l'adoption des mesures nouvelles qui vous sont proposées.

Rechercher les causes des accidents maritimes, réprimer les fautes professionnelles des officiers et de ceux qui assument la responsabilité du quart, interdire ou suspendre l'exercice de sa profession à l'officier devenu infirme ou physiquement inapte, tel est le triple but et la triple mission du Conseil d'enquête maritime.

L'accomplissement de cette mission exige une rapidité d'action toute particulière; aussi, bien qu'organisée sur les mêmes bases que les divers organismes judiciaires, cette nouvelle juridiction s'en différencie-t-elle par la célérité de sa procédure. Celle-ci a été arrêtée de telle façon que le Conseil puisse se saisir ou être saisi d'une cause sur-le-champ, indiquer sur les faits au moment où ils viennent de se produire, et recueillir les témoignages qui pourront l'éclairer avant qu'ils n'aient eu le temps de se disperser.

Le but fondamental du Conseil, comme l'indique son nom, est de faire la lumière sur les accidents survenus aux bâtiments de mer et à leurs équipages.

Il recherchera et déterminera — tels sont les termes de l'article 1^{er} du projet — les causes des sinistres dont un navire belge aura été la victime ou dont il pourra être présumé l'auteur.

Envisagée sous ce premier aspect de sa mission, la nouvelle juridiction ne pourra être confondue avec les tribunaux réguliers à la compétence desquels elle ne porte nulle atteinte.

Les tribunaux de commerce et les Cours d'appel restent les juges réguliers des procès d'abordage et d'assistance et de tous les litiges maritimes.

Les tribunaux répressifs continuent de veiller à la répression des infractions prévues par le Code pénal et disciplinaire pour la marine marchande et la pêche maritime.

Le Conseil d'enquête n'a d'autres pouvoirs que ceux d'une juridiction purement disciplinaire et les résultats de ces enquêtes n'auront d'effet qu'en ce qui concerne les personnes sur lesquelles il exerce son autorité, c'est ce qu'expriment les articles 5 et 35 du projet en disposant que les décisions du Conseil ne lient pas le juge au point de vue des intérêts civils ou des poursuites répressives, qu'il n'y a lieu devant lui ni à constitution de partie civile, ni à intervention quelconque.

Néanmoins, si l'enquête à laquelle il se sera livré, faisait découvrir des responsabilités échappant à sa compétence, il va de soi que le Conseil pourra, comme tout particulier, en aviser le parquet, lequel se fera juge de l'opportunité des poursuites répressives, le Conseil lui-même conservant son indépendance absolue quant à l'application des sanctions disciplinaires prévues à l'article 3.

L'application de ces sanctions constitue le deuxième objet de la mission du Conseil.

Son enquête, fort utile sans doute, resterait en effet platonique si l'article 2 ne complétait la première mission du Conseil en lui permettant de remonter des faits à leur auteur.

Pour atteindre à la plénitude de son efficacité, le Conseil doit exercer un contrôle permanent sur les capacités et les aptitudes professionnelles de tous les marins qui participent activement à la direction du navire.

La permanence de ce contrôle est logique; il serait en effet absurde d'attendre qu'un officier, manifestement imprudent ou léger, ait causé un accident, sacrifié peut-être des vies humaines, pour lui appliquer des sanctions. Ici encore se révèle nettement la différence entre les juridictions répressibles établies et le Conseil d'enquête agissant comme autorité disciplinaire. Les premières ne peuvent qu'appliquer les sanctions et les peines prévues par le Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime pour la répression des contraventions, délits et crimes maritimes qui y sont spécifiés. Le second pourra, même en dehors de ces infractions, réprimer les fautes professionnelles restées sans suites fâcheuses pour le navire, sa cargaison, son équipage ou ses passagers.

En veillant à la stricte observation de tous les devoirs de la profession de marin, même en l'absence de tout accident, le Conseil remplira une mission préventive des plus efficace pour atteindre son but final : la sécurité de la navigation. Et si, éventuellement, le manquement constitue un délit, tel le cas d'ivresse ou de sommeil pendant le quart, la sanction infligée par le Conseil au délinquant ne fait nul obstacle à l'application par le tribunal des peines prévues par le Code pénal maritime. On ne peut songer à formuler une objection au cumul de ces peines et de ces sanctions, chacune d'elles répondant à un but distinct.

Inversement et aux termes de l'article 7, si une des peines établies par le Code disciplinaire et pénal était infligée à un marin tombant sous la juridiction du Conseil, celui-ci pourrait se saisir à son tour de l'affaire et prendre les mesures rentrant dans sa compétence pour éviter, par exemple, que le coupable ne reprenne à bord les fonctions qu'il exerçait au moment de sa faute.

Cependant, afin d'éviter toute confusion entre la peine correctionnelle de l'interdiction ou suspension des fonctions d'officier prévue jusqu'ici par différents articles de la loi du 21 juin 1849 et ces mêmes interdiction et suspension qui pourront être prononcées par le Conseil à titre de sanction disciplinaire ou de mesure de sécurité, il a paru nécessaire d'abroger les premières. Cette abrogation ne présente aucune difficulté dans les articles 7, littéra B, 22, 24, 29 et 30 de la dite loi, parce que là ces peines n'y sont que subsidiaires; dans l'article 23 de la même loi, par contre, l'interdiction du commandement y figure comme peine principale et c'est pour cette raison qu'il y est substitué une sanction nouvelle dans l'article 6, alinéa 2 du présent projet.

La juridiction disciplinaire du Conseil s'étend à tous les membres de l'équipage porteurs d'un brevet et, en outre, à toutes personnes, même non diplômées, qui assumeraient la responsabilité des fonctions normalement réservées aux titulaires de certificats légaux de capacité.

Il a été toutefois jugé opportun d'écarter de cette juridiction les officiers de la marine de l'État, et les pilotes qui relèvent déjà, au point de vue disciplinaire, de l'Administration de la Marine. Ils ne pourraient être soustraits à l'autorité administrative de celle-ci, puisqu'ils font partie de son personnel.

Le projet a soin, d'autre part, d'assujétir, à l'action du Conseil, les patrons des bâtiments de pêche. Ceux-ci doivent jouir du maximum de sécurité que nous voulons assurer aux navires de commerce et la gravité des dommages qu'ils peuvent provoquer exige qu'une surveillance étroite s'exerce sur les aptitudes des patrons-pêcheurs.

L'incapacité professionnelle du marin participant à la conduite du navire peut ne pas résulter seulement de son incompétence nautique, mais encore avoir sa cause dans un défaut physique.

Il est indispensable que le Conseil ait le pouvoir — et c'est là le troisième objectif de sa mission — d'empêcher le marin suspect d'inaptitude physique, laquelle sera vérifiée par une enquête médicale, de continuer l'exercice de sa profession. Ici encore, la mission du Conseil est préventive, et il ne sera pas attendu que cette incapacité physique ait été révélée par la survenance de l'accident qui en serait le résultat. Le Conseil pourrait suspendre et même annuler les diplômes des officiers suivant que leurs imperfections physiques sont susceptibles ou non de guérison, et interdire dans les mêmes conditions aux non-diplômés de remplir à bord des fonctions responsables.

Enfin, une mission subsidiaire a été confiée au Conseil. Il connaîtra en degré d'appel des décisions graves, mais nécessaires, confiées par la loi sur la sécurité des navires aux agents du service d'inspection maritime et aux consuls à l'étranger. Ceux-ci ont le pouvoir, aux termes des articles 10, 12 et 16 de la loi du 25 août 1920, d'immobiliser les navires dont l'état leur paraîtrait compromettre la sécurité de l'équipage ou des passagers.

Un pouvoir aussi exorbitant devait être pourvu d'un modérateur : c'est, d'une part, l'autorisation dont dispose l'article 12, § 2 et, d'autre part, le droit d'appel prévu à l'article 24 de la dite loi. L'alinéa 3 de cet article porte cet appel devant le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. Cette attribution ne pouvait être que provisoire en attendant l'institution du Conseil d'enquête maritime; celui-ci est tout désigné par sa compétence, son organisation, la rapidité de son action pour apprécier en appel le bien-fondé des décisions du service d'inspection et des Consuls de Belgique en matière de sécurité, comme aussi pour autoriser l'arrêt des navires prévu à l'article 12 de la loi du 25 août.

Les articles 9 et 10 du présent projet rétablissent les choses dans leur situation vraie en amendant dans ce sens les articles 12 et 24 précités. La liaison étroite qui existe entre ces deux nouveaux organismes, service d'inspection maritime et conseil d'enquête, est ainsi bien établie.

L'organisation que nous vous proposons de donner au Conseil d'enquête maritime présente toutes les garanties de compétence et d'efficacité qu'exige pareille juridiction.

Son siège est fixé à Anvers — centre principal de notre activité sur mer — mais par une simple ordonnance rendue par le président, sur réquisition du Commissaire d'État, ou même d'office, il lui sera possible de se déplacer et de siéger là où la nature des causes dont il se saisira réclamera sa présence.

La présidence d'un juriste lui assure les avantages qui découlent de la pratique et de la science du droit, tandis que l'assistance d'assesseurs techni-

ciens, auxiliaires indispensables en ces matières très spéciales, lui apportera le concours de leurs connaissances professionnelles et de leur expérience nautique.

Un commissaire d'État siégera auprès du Conseil, sans prendre part à ses délibérations, pour y remplir le rôle et les fonctions réservées au ministère public auprès des tribunaux civils.

Il aura avec le président, le droit d'initiative pour la convocation du Conseil, il citera les personnes prévenues et les témoins, dirigera les enquêtes, prononcera les réquisitoires et pourra, comme l'inculpé, se pourvoir en cassation des sentences rendues.

Il a été jugé nécessaire d'appeler à ces fonctions un juriste, les devoirs particuliers et nombreux de sa mission exigeant une pratique profonde de procédure judiciaire.

L'article 12 permet au Conseil de se diviser en chambres, si l'affluence des causes exige un dédoublement du rôle. Dans ce cas, les chambres supplémentaires seront présidées par un vice-président et un commissaire-adjoint de l'État les assistera dans leurs opérations.

Les personnes appelées à siéger au sein du Conseil devront, aux termes des articles 13 alinéa 2, 14 alinéa 2, 15 alinéa 2, et 16 alinéa 3, du projet, être Belges de naissance ou tout au moins par l'effet de la grande naturalisation. Il est important en effet d'assurer aux justiciables de cette juridiction des juges jouissant de droits égaux au moins aux leurs. Pareille disposition, bien que peu en harmonie avec les textes de la loi d'organisation judiciaire, n'est pas en opposition avec l'article 6 de la Constitution qui, tout en établissant l'égalité des Belges entre eux et leur admissibilité aux fonctions publiques, permet à la Législature de déroger, pour des cas particuliers, à ce principe, que ce soit en nommant des étrangers à ces emplois ou en réservant ceux-ci à des Belges jouissant de l'exercice des droits politiques.

La procédure, adoptée pour le Conseil d'enquête, est analogue à celle instituée pour les tribunaux inférieurs.

Sa caractéristique est la célérité essentielle à la réalisation du but assigné à la nouvelle juridiction. L'article 27, notamment, permet au Conseil de se rendre à bord de tous navires, même étrangers, sauf ceux appartenant à des États et qui jouissent de ce fait du privilège de l'exterritorialité. Assurément, ces navires étrangers échapperont à la juridiction du Conseil, mais celui-ci peut avoir intérêt à se rendre à leur bord en vue d'un constat ou d'une visite des lieux destinés à contrôler les constatations faites ailleurs.

Le droit de perquisition à bord des navires étrangers, a du reste, été reconnu aux organismes similaires des autres nations maritimes.

Le même article permet au Conseil de procéder à la saisie de pièces et documents, sans devoir recourir à l'intervention du Procureur du Roi ou du juge d'instruction. Cette mesure dérogatoire sans doute au droit commun est nécessaire si l'on veut éviter que les délais que provoquerait cette intervention, ne permettent la soustraction des éléments matériels qui doivent aider le Conseil à découvrir la vérité.

Les qualités du président et du commissaire de l'État, tous deux docteurs en

•

droit, et assimilés en tous points aux magistrats ordinaires, écarteront les objections qui pourraient être formulées au sujet de cette procédure exceptionnelle.

Le mode d'audition des témoins établi par l'article 26 présente également quelque particularité.

Les questions peuvent être posées par toutes personnes impliquées et par le commissaire de l'État, sous la direction du président. Ce système anglais de la « cross examination » permettra d'arriver plus rapidement à la lumière des faits.

Les droits de la défense sont sauvegardés par les articles 29 à 32.

Les décisions du Conseil ne sont pas sujettes à appel, mais la revision est un moyen de recours facile et efficace.

Elle peut être demandée soit par l'intéressé, soit par le commissaire de l'État dans deux hypothèses : lorsque l'état du marin dont le diplôme a été suspendu ou annulé pour cause d'incapacité physique s'est amélioré, et lorsque des faits nouveaux sont révélés qui auraient été de nature à influencer sur la décision du Conseil.

L'opposition et le recours en cassation sont d'autres garanties fournies à la personne inculpée. Les articles y relatifs s'expliquent et se justifient par eux-mêmes.

Le vote de ce projet de loi est urgent.

L'absence d'une juridiction disciplinaire pour la marine marchande est l'une des causes des critiques dont notre organisation maritime est l'objet tant à l'étranger qu'en Belgique.

Les dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation y mettront fin en rehaussant le prestige de notre personnel naval.

Elles sont, comme l'avait été la loi sur la sécurité des navires, le fruit des travaux du Conseil supérieur de la Marine.

Commencée avant la guerre, l'élaboration de ce projet n'a été reprise qu'après l'armistice. Les personnalités qui s'y sont attachées ont consacré toute leur compétence à la rédaction de ces textes.

Aussi est-ce avec confiance que nous les livrons à vos délibérations.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes,*

E. ANSEELE.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 DECEMBER 1925.

Ontwerp van wet tot instelling van eenen onderzoeksraad
voor de scheepvaart.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet tot instelling van eenen Onderzoeksraad voor de Scheepvaart werd op het bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend tijdens de vergadering van 23 Maart 1923. Na onderzoek in de centrale afdeling, werd er verslag over uitgebracht op 18 Juni 1924.

Ten gevolge van de jongste ontbinding van de Wetgevende Kamers moet het indienen van dit ontwerp van wet als niet gedaan worden beschouwd.

De hogere redenen, waardoor het tot stand brengen van die nieuwe rechtsmacht werd gewettigd, hebben evenwel niets van hare waarde verloren; verschillende scheepvaartongevallen hebben haar in de laatste maanden integendeel nieuwe kracht bijgezet.

Wij kunnen U dus slechts verzoeken aan dit ontwerp opnieuw al uwe aandacht te wijden, met de verzekering dat gij, door er uwe goedkeuring aan te hechten, zeer nuttig werk verrichten zult.

* * *

De pogingen, sedert enkele jaren in België in het werk gesteld met het oog op de grondlegging van eene nationale koopvaardijvloot, onzen handel en onze nijverheid waardig, zijn niet zonder uitwerking gebleven.

Het getal schepen onder Belgische vlag is tijdens de laatste tien jaar aanmerkelijk toegenomen dank zij de werkkraft en de volharding waarvan in onze scheepvaartkringen blijk wordt gegeven.

Den wetgever behoort het deze pogingen te steunen en het zijne tot verdere ontwikkeling van onzen vooruitgang op dit gebied bij te dragen, door onze wetten aan de verbeteringen der zeemanskunst aan te passen en ze te wijzigen in het licht van de verwoorpen ervaring en de lessen uit het buitenland.

H

Onze eerste bezorgdheid op dit stuk moet gaan naar eene oordeelkundige reglementeering van de veiligheid van het vervoer op zee. Deze veiligheid hangt af van eene dubbele voorwaarde : eensdeels den voortreffelijke staat en de goode zeewaardigheid van het schip, anderdeels de beroepsbekwaamheid en de volkomen geschiktheid van de kapitein en zijne officieren.

Deze dubbele waarborg zal voor onze koopvaardijvloot eene vertrouwen hebbende cliënteel, voornaamste bestanddeel van haren bloei en hare uitbreiding, winnen, meer vracht aanbrengen, de verzekeringskosten verminderen en ten slotte het aanzien van onze nationale vlag doen stijgen.

Het werk tot vernieuwing van onze scheepvaartwetgeving werd in den loop van een vroegeren zittingstijd der Kamers begonnen door het aannemen van de wet op de veiligheid der schepen, welke op 1 Januari 1921 van kracht geworden is.

Door te beslissen dat geen schip van uit eene Belgische haven zee zou kiezen zonder voorzien te zijn van een getuigschrift, afgegeven na een uiterst zorgvuldig onderzoek en vaststellende dat het aan al de hedendaagsche vereischen der zeevaart voldoet, hebt gij de eerste voorwaarde der veiligheid tot stand gebracht.

Heden wordt U voorgesteld deze eerste, belangrijke verbetering to voltooiën.

Bij het wetsontwerp dat wij de eer hebben U voor te leggen, wordt een onderzoeksraad voor de scheepvaart ingesteld ter vervulling van de tweede voorwaarde der veiligheid.

De hoogere bezorgdheid voor de menschenlevens en de belangrijkheid van de waarden welke aan de schepen worden toevertrouwd, vergen bovendien dat er scherp toezicht worde uitgeoefend ten aanzien van de bekwaamheid van hen die de zware verantwoordelijkheid van de leiding er van op zich nemen.

Bij onze huidige wetgeving staat het den kapitein of den officier die eene ramp heeft veroorzaakt, bijvoorbeeld zijn schip op het strand heeft gezet of het heeft laten stranden, vrij, voort te gaan met varen, andere schepen, andere ladigen, andere menschenlevens in gevaar te brengen, zonder dat op hem eenig verhaal mogelijk zij. Deze leemte in onze wetten kan niet langer gedoogd worden. Het komt er integendeel op aan omtrent al de scheepvaartongevallen een ernstig onderzoek op tegenspraak in te stellen en ieders verantwoordelijkheid nader te bepalen en te sanctioneeren.

De noodzakelijkheid eener tuchtrechtspleging voor de koopvaardij is erkend geworden door al de natiën welke aan de uitbreiding harer handelsvloot bijzondere zorg besteden.

Door de Belgische scheepvaartkringen wordt sedert lang van de meest uiteenlopende zijden om instelling er van verzocht en de officieren onzer handelsvloot zelf, zij die in de toekomst aan de rechtspraak dezer macht onderworpen zullen zijn, hebben het grondbeginsel ervan van den beginne af aan, op de gunstigste wijze onthaald.

Zij zien er inderdaad een middel in om een einde te maken aan de ongerechtvaardigde beoordeelingen, aan de ongegronde verdachtmakingen welke soms buiten hunne schuld op hen blijven drukken ten gevolge van de tot dusverre bestaande onzekerheid aangaande de oorzaken der rampen.

Is het ongeval het uitvloeisel van een buiten hunnen wil staand feit, dan zijn zij gerechtigd om deswege niet gelaakt te worden; maar is er integendeel schuld hunnerzijds, dan moet die schuld vastgesteld en beleugeld worden; desnoods moet hun kunnen ontzegd worden hun ambt uit te oefenen.

Ook de reeder heeft er voordeel bij dat de verantwoordelijkheid voor de aan zijne schepen overkomen ongevallen vastgesteld worde. Hij zal bij die gelegenheid kostbare onderrichtingen opdoen en de zeelieden leeren kennen, in wie hij met reden vertrouwen kan blijven hebben.

Het algemeen belang en de goede naam onzer vlag kunnen enkel gebaat worden met het invoeren van de nieuwe maatregelen welke U voorgesteld worden.

De oorzaken der scheepvaartongevallen opsporen, de beroepsmisslagen van de officieren en van hen die de verantwoordelijkheid van de wacht dragen, beteugelen, den gebrekkelijk of lichamelijk ongeschikt geworden officier voorgoed of tijdelijk ontzetten van het recht om zijn beroep uit te oefenen, zulks is het drievoudig doel en de drievoudige opdracht van den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart.

Voor het volbrengen van deze opdracht wordt gansch bijzondere snelheid van optreden gevergd; ook verschilt deze nieuwe rechtsmacht, al is zij op dezelfde grondslagen ingericht, van de verschillende gerechtelijke instellingen door den spoed harer rechtspleging. Deze werd derwijze vastgesteld dat de Raad dadelijk van eene zaak kan kennis nemen of deze bij hem aanhangig kan worden gemaakt en dat hij, onmiddellijk nadat de feiten zich hebben voorgedaan, een onderzoek daaromtrent kan instellen en de getuigen hooren voordat zij verstrooid geraakt zijn.

Het hoofddoel van den Raad is, zooals zijn naam het aanduidt, licht te ontsteken in de ongevallen overkomen aan zeeschepen en hunne bemanningen.

Hij zal — zoo luidt artikel I van het ontwerp — de oorzaken der rampen, waarvan een Belgisch schip het slachtoffer zal geweest zijn of als de schuldige zal kunnen beschouwd worden, opsporen en vaststellen.

Ten opzichte van dit eerste punt harer opdracht, zal de nieuwe rechtsmacht niet kunnen verward worden met de gewone rechtbanken, aan de bevoegdheid waarvan zij geenerlei afbreuk doet.

De handelsrechtbanken en beroepshoven blijven regelmatig uitspraak doen in de gedingen omtrent aanvaring en hulpverleening, alsmede over alle zeevaartgeschillen.

De strafrechtbanken gaan voort met te zorgen voor de beteugeling der misdrijven voorzien bij het Straf- en Tuchtwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij.

De Onderzoeksraad heeft andere bevoegdheid dan die eener tuchtrechtsmacht zonder meer en de uitslag van zijne onderzoekingen zal enkel gelden ten aanzien van de personen over welke hij gezag uitoefent; dit wordt voorzien bij artikelen 5 en 35 van het ontwerp, welke bepalen dat de beslissingen van den Raad den rechter geenszins binden met betrekking tot schadeloosstelling in strafzaken of tot strafvervolgingen, dat er geen aanleiding bestaat om vóór hem burgerlijke partij te stellen noch eenigerlei tusschenkomst te doen plaats hebben.

Indien het onderzoek, door den Raad geopend, verantwoordelijkheid deed ontdekken, ter zake waarvan deze niet bevoegd is, spreekt het evenwel vanzelf, dat hij, zooals iedere bijzondere van het feit, kennis zal kunnen geven aan het parket, dat zal oordeelen of strafvervolgingen dienen ingesteld, terwijl de Raad zelf volkomen onafhankelijk blijft wat de toepassing van de bij artikel 3 voorziene tuchtmaatregelen betreft.

Het toepassen van deze tuchtmaatregelen maakt het tweede punt van de opdracht van den Raad uit.

Het door hem ingestelde, ongetwijfeld zeer nuttige onderzoek zou inderdaad zonder uitwerking blijven, zoo artikel 2 de eerste opdracht van den Raad niet aanvulde door hem toe te laten van de feiten tot den dader er van op te klimmen.

Opdat de Raad zijn doel ten volle zou kunnen bereiken, moet hij bestendig toezicht uitoefenen op de beroepsbekwaamheid en geschiktheid van al de zeelinden die werkdadig aan het bestuur van het schip meehelpen.

Logischerwijze moet dit toezicht bestendig zijn; het zou inderdaad ongerijmd wezen te wachten totdat een klaarblijkelijk onvoorzichtig of lichtzinnig officier een ongeval heeft veroorzaakt, misschien menschenlevens heeft opgeofferd, om hem straffen op te leggen. Hier komt nog eens het verschil naar voren tusschen de bestaande strafrechtmachten en den Onderzoeksraad die als tuchtoverheid optreedt. Eerstgenoemde kunnen enkel de sancties en straffen toepassen, door het Strafen Tuchtwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij voorzien tot betengeling van de daarin vermelde overtredingen, wanbedrijven en misdaden op zee. Laatstgenoemde zal, zelfs buiten die vergrijpen, de voor het schip, zijne lading, zijne bemanning of zijne passagiers zonder noodlottige gevolgen gebleven beroepsmisslagen kunnen betengelen.

Door te waken voor de stipte naleving van al de plichten van het zeemansberoep, zelfs buiten alle ongeval om, zal de Raad eene afdoende voorbehoedende opdracht volbrengen tot bereiking van zijn einddoel : de veiligheid der scheepvaart. En mocht de misslag een wanbedrijf uitmaken, zooals in geval van dronkenschap of inslapen tijdens de wacht, dan vormt de door den Raad aan den overtreder opgelegde straf geenszins een beletsel voor de toepassing, door de rechtbank, van de bij het Wetboek van 21 Juni 1849 voorziene straffen. Wilt elke dezer straffen en sancties aan een afzonderlijk doel beantwoord, is het niet denkbaar tegen de samenvoeging er van eenig bezwaar in te brengen.

Omgekeerd, zou de Raad, indien aan eenen onder zijne rechtsmacht staanden zeeman eene der bij het Straf- en Tuchtwetboek vastgestelde straffen werd opgelegd op zijne beurt, luidens artikel 7, van de zaak kennis kunnen nemen en de tot zijne bevoegdheid behorende maatregelen treffen, ten einde, bijvoorbeeld, te voorkomen dat de schuldige aan boord de werkzaamheden zou hervatten welke hij op het oogenblik van zijnen misslag waarnam.

Om te vermijden dat de boetstraffen bestaande in ontzetting of schorsing van het recht om als officier te varen, zooals zij tot nog toe voorzien zijn bij verschillende artikelen van de wet van 21 Juni 1849, zouden samenvallen met diezelfde ontzetting en schorsing welke, als tuchtstraf of veiligheidsmaatregel, door den Raad kunnen uitgesproken worden, is het evenwel noodzakelijk gebleken

eerstgenoemde af te schaffen. Deze afschaffing levert geenerlei moeilijkheid op ten aanzien van artikelen 7 letter B, 22, 24, 29 en 30 van bedoelde wet, omdat die straffen er slechts als kijkomend worden vermeld; bij artikel 23 van dezelfde wet wordt het verbod van bevel te voeren daarentegen als hoofdstraf beschouwd en juist om die reden wordt er bij artikel 6 lid 2 van dit ontwerp eene nieuwe strafbepaling voor in de plaats gesteld.

De tuchtrechtsmacht van den Raad geldt voor al de gediplomeerde leden der bemanning en daarbij voor al de personen, zelfs niet-gediplomeerde, die de verantwoordelijkheid der aan de houders van wettelijke bekwaamheidsbewijzen gewoonlijk voorbehouden werkzaamheden op zich zouden nemen.

Het werd evenwel gepast geoordeeld de officieren van het Staatszeewezen en de loodsen die, wat de tucht betreft, bereids van het Beheer van het Zeewezen afhangen, niet onder die rechtsmacht te plaatsen. Zij zouden aan het bestuursgezag van dit Beheer niet kunnen onttrokken worden, vermits zij deel uitmaken van zijn personeel.

Van den anderen kant draagt hen ontwerp zorg de schippers der visschersbooten aan de rechtsmacht van den Raad te onderwerpen. Deze schepen moeten de grootste veiligheid genieten welke wij aan de handelsschepen wenschen te bezorgen en wegens de ernstige schade die zij kunnen teweegbrengen, dient streng toezicht uitgeoefend op de geschiktheid van de schippers ter visscherij.

De beroepsongeschiktheid van den zeeman die aan het voeren van het schip medehelpt kan het gevolg zijn niet alleen van zijne onbekwaamheid in zake zeemanschap, maar ook nog van een lichaamsgebrek.

De Raad moet derhalve noodzakelijk de macht hebben — hierin ligt het derde doel zijner opdracht — om den zeeman die er voor verdacht wordt lichamelijk ongeschikt te zijn, wat door een doktersonderzoek zal worden uitgemaakt, te beletten zijne werkzaamheden voort uit te oefenen. Ook hierin is de opdracht van den Raad van voorbehoedenden aard en zal er niet gewacht worden totdat die lichaamsongeschiktheid aan het licht worde gebracht door het plotselinge overkomen van het ongeval dat er het gevolg zou van zijn. De Raad zal de diploma's der officieren kunnen schorsen en zelfs intrekken, naargelang dezer lichaamsgebreken al dan niet voor genezing vatbaar zijn, en onder dezelfde omstandigheden de niet gediplomeerden ontzetten van het recht om werkzaamheden met verantwoording aan boord uit te oefenen.

Ten slotte werd den Raad eene bijkomende opdracht toevertrouwd. Hij zal in hooger beroep kennis nemen van de zwaarwichtige doch noodzakelijke beslissingen, door de wet op de veiligheid der schepen opgedragen aan de bedienden van den zeevaartinspectiedienst en aan de consuls in het buitenland. Dezen hebben, luidens artikelen 10, 12 en 16 van de wet van 25 Augustus 1920 de macht om de schepen aan te houden, wanneer, hun inziens, dezer toestand de veiligheid van de bemanning of van de passagiers in gevaar zou brengen.

Zulke overgrootte bevoegdheid mocht niet onbeperkt blijven: tot regeling er van dient eensdeels de bij artikel 12, § 2 vereischte machtiging en anderdeels het bij artikel 24 van voormelde wet voorziene recht van hooger beroep. Volgens lid 3 van dit artikel wordt bedoeld beroep voor den Minister van Spoor-

wegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen gebracht. Deze toekenning kon slechts voorloopig wezen en gelden tot de oprichting van den Onderzoeksraad voor de scheepvaart; deze is uit den aard der zaak door zijne bevoegdheid, zijne inrichting, zijn vlugge optreden aangewezen om in hooger beroep te oordeelen, over de gegrondheid van de beslissingen, door den inspectiedienst en de Belgische Consuls op het stuk van veiligheid genomen, alsmede om machtiging te verleen tot het bij artikel 12 van de wet van 25 Augustus voorziene aanhouden der schepen.

Artikelen 9 en 10 van dit ontwerp herstellen den werkelijken toestand door voormelde artikels 12 en 24 in dien zin te wijzigen. Aldus wordt het nauw verband dat tusschen die twee nieuwe instellingen, zeevaartinspectiedienst en onderzoeksraad, bestaat, stevig bevestigd.

De inrichting welke wij U voorstellen aan den Onderzoeksraad voor de scheepvaart te geven, biedt al de waarborgen omtrent bevoegdheid en doeltreffendheid welke voor dergelijke rechtsmacht gevergd worden.

De zetel or van wordt gevestigd te Antwerpen — middelpunt van onze bedrijvigheid op zee — doch, bij eenvoudig bevelschrift van den voorzitter op vordering van den Rijkscornmissaris of zelfs ambtshalve, zal hij kunnen verplaatst worden en zitting houden ten plaatse waar de aard der zaken, waarvan hij zal kennis nemen zijne tegenwoordigheid vergen zal.

Het voorzitterschap van eenen rechtsgeleerde verzekert aan zijne werking de voordeelen geschonken door rechtspraktijk en rechtskennis, terwijl de aanwezigheid van bijzitters-vakmannen, onontbeerlijke medewerkers in deze zeer bijzondere zaken, hem de hulp zal bijbrengen van dezer beroepskundigheden en ervaring in zake zeevaart.

Een Rijkscornmissaris die geen deel aan de beraadslagingen neemt, zal den Raad worden toegevoegd om op te treden in de rol en met de functies van het Openbare Ministerie kij de rechtbanken voor burgerlijke zaken.

Hij zal samen met den voorzitter het recht hebben een initiatief voor het bijeenroepen van den Raad; hij zal de beschuldigde personen en de getuigen dagvaarden, het onderzoek leiden, de vorderingen uitspreken en evenals de aangeklaagde van de gevelde vonnissen in cassatie kunnen gaan.

Het werd noodzakelijk geoordeeld tot dit ambt eenen rechtsgeleerde te benoemen, wijl de talrijke, bijzondere plichten aan zijne opdracht verbonden eene grondige praktijk van de rechtspleging vergen.

Bij artikel 12 wordt aan den Raad toegelaten zich in kamers te verdeelen, indien splitsing van de rol wegens den toevloed van zaken noodig is. In dit geval zullen de bijkomende kamers door eenen ondervoorzitter worden voorgezeten en zal een toegevoegd Rijkscornmissaris ze in hare werkzaamheden bijstaan.

De personen, geroepen om in den Raad te zetelen, moeten, luidens artikelen 13 lid 2, 14 lid 2, 15 lid 2 en 16 lid 3, van het ontwerp, geboren Belg zijn of ten minste Belg geworden zijn door de groote naturalisatie. Het is inderdaad van belang aan hen die aan deze rechtsmacht onderworpen zijn, rechters te geven welke ten minste gelijke rechten genieten. Hoewel dergelijke bepaling weining in overeenstemming is met den tekst van de wet op de

rechterlijke inrichting, is zij niet in strijd met artikel 6 van de Grondwet, dat de gelijkheid der Belgen onderling en hunne benoembaarheid tot openbare ambten voorzienend tevens aan de Wetgeving toelaat in bijzondere gevallen van dit beginsel af te wijken, hetzij door buitenlanders tot die ambten te benoemen, hetzij door deze voor te behouden aan Belgen die de politieke rechten bezitten.

De voor den Onderzoeksraad aangenomen rechtspleging komt met die van de lagere rechtbanken overeen.

Zij kenmerkt zich door spoed, onontbeerlijke voorwaarde voor de verwezenlijking van het doel dat de nieuwe rechtsmacht wordt aangewezen. Bij artikel 27, namelijk, wordt den Raad toegelaten zich aan boord van alle schepen, zelfs vreemde, te begeven, behalve van die welke aan Regeeringen toebehooren en uit dien hoofde het voorrecht der exterritorialiteit genieten. Zekerlijk zullen die vreemde schepen aan de rechtsmacht van den Raad ontsnappen, doch deze kan er belang bij hebben zich aan boord er van te begeven met het oog op eene plaatsopneming tot het nagaan van elders gedane vaststellingen.

Het recht van doorzoeking aan boord der vreemde schepen is, overigens, voor gelijksoortige inrichtingen der andere zeevaartnatiën erkend geworden.

Bij hetzelfde artikel wordt den Raad machtiging gegeven op stukken en bescheiden beslag te leggen, zonder de tusschenkomst van den Procureur des Konings of den Onderzoeksrechter te moeten inroepen. Deze ongetwijfeld van het gemeen recht afwijkende maatregel beantwoordt aan eene behoefte, wil men vermijden dat het uitstel, door deze tusschenkomst veroorzaakt, gelegenheid zou geven tot verwijdering van de stoffelijke bestanddeelen welke den Raad moeten leiden tot het ontdekken van de waarheid.

De hoedanigheid van den voorzitter en van den Rijkscommissaris, beiden doctor in de rechten en in alle opzichten gelijkgesteld met de gewone magistraten, zullen die tegenwerpingen afweren welke omtrent deze buitengewone rechtspleging zouden kunnen gemaakt worden.

De bij artikel 26 vastgestelde wijze van hooren der getuigen vertoont eveneens eene eigenaardige bijzonderheid.

De vragen mogen door alle betrokken personen en door den Rijkscommissaris gesteld worden onder leiding van den voorzitter. Door dit Engelsche « cross examination » stelsel zal het mogelijk zijn in de zaken spoediger licht te ontsteken.

De rechten van den verdediger worden bij artikelen 29 tot 32 gevrijwaard.

Van de beslissingen van den Raad kan niet in hooger beroep worden gegaan, doch de herziening is een gemakkelijk, doeltreffend middel tot verhaal.

Om herziening mag hetzij door den belanghebbende, hetzij door den Rijkscommissaris gevraagd worden in twee onderstellingen : wanneer in den toestand van den zeeman wiens diploma wegens lichamelijke ongeschiktheid geschorst of ingetrokken werd, verbetering is ingetreden en wanneer nieuwe feiten aan den dag zijn gebracht, welke van dien aard zouden geweest zijn, dat zij op de beslissing van den Raad invloed hadden kunnen uitoefenen.

Aantekenen van verzet en verhaal in cassatie zijn verdere waarborgen welke aan den aangeklaagden persoon verschaft worden. De desbetreffende artikelen laten zich vanzelf verklaren en rechtvaardigen.

Dit ontwerp van wet dient spoedig aangenomen.

Het gemis van eene tuchtrechtsmacht voor de koopvaardij is eene der redenen waarom onze scheepvaartinrichting zoowel in het buitenland als in België bekribbeld wordt.

De bepalingen welke wij de eer hebben U ter goedkeuring voor te leggen, zullen daaraan een einde maken en tevens het aanzien van ons scheepvaartpersoneel verhoogen.

Zooals de wet op de veiligheid der schepen, zijn zij de vrucht van de werkzaamheden van den Hoogerem Raad voor de Scheepvaart.

Vóór den oorlog begonnen, werd de voorbereiding van dit ontwerp eerst na den wapenstilstand hervat. Zij die er zich hebben aan gewijd, hebben al de kracht van hunne bevoegdheid aan het opstellen dezer teksten besteed.

Ook onderwerpen wij ze met vertrouwen aan uwe beraadslagingen.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewesen, Posterijen en Telegrafen,
E. ANSEELE.*

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.*

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi instituant
un Conseil d'enquête maritime.

Ontwerp van wet tot instelling van
eenen Onderzoeksraad voor de
Scheepvaart.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Nos Ministres des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et des Affaires Étrangères sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

**Institution et compétence
du Conseil d'enquête maritime.**

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un Conseil d'enquête maritime.

Ce Conseil a pour mission de rechercher et de déterminer les causes des accidents maritimes intéressant les navires de mer belges.

Pour l'application de la présente loi, sont considérés comme navires de mer :

1^o Les bâtiments munis d'une lettre de mer;

2^o Les bâtiments de pêche munis du certificat de propriété;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Onze Ministers van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen en van Buitenlandsche Zaken worden er mee belast het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers in te dienen :

EERSTE HOOFDSTUK.

**Instelling en bevoegheid van den
Onderzoeksraad voor de scheep-
vaart.**

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een Onderzoeksraad voor de Scheepvaart ingesteld.

Deze Raad heeft in opdracht om de oorzaken van de zeevaartongevallen welke de Belgische zeeschepen betreffen, op te sporen en vast te stellen.

Voor de toepassing van deze wet worden als zeeschepen beschouwd :

1^o De schepen voorzien van eenen zeebrief;

2^o De visschersbooten voorzien van het eigendomsbewijs;

3° Tous ceux qui seraient ultérieurement indiqués par arrêté royal;

ART. 2.

Le Conseil d'enquête exerce, en outre, une juridiction disciplinaire sur les capitaines et patrons, les officiers du pont et de la machine et les chefs télégraphistes des bâtiments visés à l'article précédent, ainsi que sur toute personne même non brevetée, assumant la responsabilité du quart ou la conduite d'un bâtiment.

Lorsqu'une des personnes relevant de cette juridiction a manqué à ses devoirs professionnels, le Conseil peut, même en l'absence de tout accident, lui appliquer une sanction disciplinaire, en suivant la procédure instituée par la présente loi.

ART. 3.

Les sanctions disciplinaires sont :

L'avertissement;
La réprimande;

La suspension des brevets ou licences et l'interdiction d'exercer les fonctions pour un terme ne dépassant pas deux ans.

Le retrait des brevets ou licences et l'interdiction définitive d'exercer les fonctions.

Le Conseil peut laisser à un officier un brevet ou une licence d'un grade inférieur à celui dont il était titulaire.

S'il s'agit du porteur d'un diplôme étranger, le Conseil peut lui interdire d'exercer à bord des navires belges, les fonctions que ce document lui permet de remplir.

3° Al de schepen welke later bij koninklijk besluit mochten aangeduid worden.

ART. 2.

De Onderzoeksraad oefent daarbij disciplinaire rechtsmacht uit op de kapiteins en schippers, de dek- en machine-officieren en de hoofdtelegrafisten der in vorenstand artikel bedoelde schepen, alsmede op elken zelfs niet gediplomeerden persoon, die de verantwoordelijkheid draagt voor de wacht of belast is met het voeren van een schip.

Wanneer een der aan deze rechtsmacht onderworpen personen zijne beroepspligten verzaakt heeft, kan de Raad hem, zelfs bij afwezigheid van alle ongeval, eene tuchtstraf opleggen met inachtneming van de bij deze wet ingestelde rechtspleging.

ART. 3.

De tuchtstrafmaatregelen zijn :

De waarschuwing;
De vermaning;

De schorsing van diploma's of vergunningen en de ontzetting van het recht om voor eenen termijn van niet meer dan twee jaar in de betrekking te varen.

De intrekking van diploma's vergunningen en de ontzetting voorgoed van het recht om in de betrekking te varen.

De Raad kan eenen officier een diploma of eene vergunning van een lageren graad dan dien welken hij bezat laten behouden.

Den houder van een buitenlandsch diploma, kan de Raad ontzetten van het recht om aan boord van Belgische schepen in de betrekking te varen welke dit stuk hem toelaet te vervullen.

ART. 4.

Si le Conseil constate l'inaptitude physique d'une des personnes sur lesquelles il exerce sa juridiction, il peut suspendre ou annuler son brevet ou sa licence; si la personne navigue sans brevet ou licence ou si elle est porteur d'un diplôme étranger, le Conseil peut lui interdire l'exercice de ses fonctions sur les navires visés à l'article 1^{er}.

ART. 5.

La juridiction du Conseil est purement administrative et les peines qu'il prononce sont exclusivement disciplinaires.

Ses décisions ne lient pas le juge au point de vue des intérêts civils ou des poursuites répressives.

ART. 6.

Est abrogé la peine correctionnelle de l'interdiction temporaire ou définitive de tout commandement, prévus notamment par les articles littéra B, 22, 24, 29 et 30 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et pour la pêche maritime, ainsi que les articles 255 alinéa 4, et 265 alinéa 2, du Livre II du Code du commerce, par l'article 138, alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1851 et par l'article 4, alinéa 3 de la loi du 27 mai 1890.

L'article 23 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime est modifié comme suit :

« Tout capitaine qui s'enivre pendant qu'il est chargé de la conduite du navire sera condamné à une amende de 26

ART. 4.

Stelt de Raad de lichamelijke ongeschiktheid vast van eenen der personen over welke hij rechtsmacht heeft, dan kan hij dezes diploma of vergunning schorsen of vernietigen; vaart die persoon zonder diploma of vergunning of is hij houder van een buitenlandsch diploma, zoo kan de Raad hem ontzetten van het recht om in zijne betrekking te varen op de in artikel 1 bedoelde schepen.

ART. 5.

De rechtsmacht van den Raad is van louter administratieven aard en de straffen welke hij uitspreekt, hebben uitsluitend betrekking op de tucht.

Zijne uitspraken zijn voor den rechter geenszins bindend ten aanzien van de de schadeloosstelling in strafzaken of van de beteugelende vervolgingen.

ART. 6.

Wordt ingetrokken de boetstraf bestaande in de ontzetting tijdelijk of voorgoed, van het recht om eenig bevel te voeren en onder andere voorzien bij artikel 7, letter B, 22, 24, 29 en 30 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij alsmede bij artikelen 255, lid 4 en 265 lid 2, van de wet van 31 December 1851 en bij artikel 4, lid 3 van de wet van 27 Mei 1890.

Artike 23 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij wordt gewijzigd als volgt :

« Elke kapitein die zich bedrinkt terwijl hij belast is met de leiding van het schip, wordt veroordeeld tot eene boete

francs à 300 francs et, en cas de récidive, à une amende de 200 francs à 2,000 francs. Dans l'autre cas, la peine d'emprisonnement de quinze jours à six mois pourra de plus être prononcée. »

ART. 7.

Si l'une des peines disciplinaires prévues au littéra *B* de l'article 5 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime a été appliquée par les autorités compétentes, le Conseil peut prononcer en outre une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 3 de la présente loi.

ART. 8.

La suspension des brevets ou licences prononcée contre une personne qui a été ou qui est ultérieurement condamnée à une peine privative de la liberté, ne court pas pendant le temps où le condamné subit ou prescrit sa peine.

ART. 9.

Le Conseil d'enquête connaît en outre de l'appel des décisions prises par le service d'inspection maritime ou par le Consul de Belgique, conformément à l'article 24 de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires.

L'alinéa 3 du dit article est modifié comme suit :

« L'appel est porté devant le Conseil d'enquête maritime par requête adressée au président et articulante les faits invoqués. »

26 frank tot 300 frank en, in geval van herhaling, tot eene boete van 200 frank tot 2,000 frank. In beide gevallen kan er daarenboven eene gevangenstraf van vijftien dagen tot zes maand uitgesproken worden. »

ART. 7.

Wanneer eene der tuchtstraffen voorzien bij letter *B* van artikel 5 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij, door de bevoegde overheden is toegepast geworden, mag de Raad bovendien tot een der tuchtmaatregelen besluiten, bij artikel 3 van deze wet voorzien.

ART. 8.

De schorsing van de geldigheid van diploma's of vergunningen uitgesproken tegen eenen persoon die veroordeeld werd of later veroordeeld wordt tot eene de vrijheid ontnemende straf, loopt niet gedurende den tijd dat de veroordeelde zijne straf ondergaat of laat verjaren.

ART. 9.

De onderzoeksraad neemt daarenboven kennis van het hooger beroep van de beslissingen door den Zeevaart-inspectiedienst of door den Consul van België genomen overeenkomstig artikel 24 van de wet van 25 Augustus 1920 op de veiligheid der schepen.

Lid 3 van voormeld artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Het hooger beroep wordt voor den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart gebracht bij een tot den voorzitter gericht verzoekschrift waarin de ingeroepen feiten duidelijk worden uiteengezet.

ART. 10.

Dans le cas prévu à l'article 12 de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, le président du Conseil d'enquête maritime peut autoriser l'arrêt d'un navire, le capitaine entendu ou dûment appelé.

L'aliné 2 de l'article 12 de la dite loi est modifié comme suit :

« Toutefois, le service d'inspection maritime n'use du pouvoir extraordinaire que lui confère le présent article qu'avec l'autorisation préalable du président du Conseil d'enquête maritime. »

CHAPITRE II.

Organisation.

ART. 11.

Le siège du Conseil est à Anvers.

Le président peut, par ordonnance rendue sur requête du Commissaire de l'État ou d'office, décider que le Conseil se transportera en une autre commune du Royaume.

ART. 12.

Le Conseil d'enquête est composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents en nombre déterminé par arrêté royal, et d'assesseurs.

Il siège au nombre de cinq membres au moins : le président ou un vice-président et quatre assesseurs. Il peut se diviser en chambres.

ART. 10.

In het geval voorzien bij artikel 12 van de wet van 25 Augustus 1920 op de veiligheid der schepen, kan de voorzitter van den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart, na den kapitein gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, machtiging verleenē tot het aanhouden van een schip.

Lid 2 van artikel 12 van voormelde wet wordt gewijzigd als volgt :

« De Zeevaart inspectiedienst maakt van de buitengewone macht welke hem bij dit artikel wordt toegekend, evenwel geen gebruik zonder voorafgaande machtiging van den voorzitter van den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart. »

HOOFDSTUK II.

Inrichting.

ART. 11.

De zetel van den Raad is te Antwerpen gevestigd.

De voorzitter kan bij bevelschrift op vordering van den Rijkscmissaris of ambts halve beslissen, dat de Raad naar eene andere gemeente van het Rijk zal verplaatst worden.

ART. 12.

De Onderzoeksraad bestaat uit eenen voorzitter, eenen of meer ondervoorzitters wier getal bij koninklijk besluit wordt bepaald en uit bijzitters.

Hij vergadert geldig wanneer ten minste vijf leden aanwezig zijn : de voorzitter of een ondervoorzitter en vier bijzitters. Hij kan zich in kamers verdeelen.

ART. 13.

Le président et les vice-présidents sont nommés à vie par le Roi sur la proposition du Ministre de la Marine.

Ne peuvent être nommés à ces fonctions, que les citoyens Belges de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, remplissant les conditions prévues quant au président par l'article 69, alinéa 2 de la loi de 18 juin 1869 et quant aux vice-présidents par l'article 17, alinéa 1^{er} de la même loi.

Le président prête, entre les mains du Ministre de la Marine, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Les vice-présidents prêtent le même serment entre les mains du président.

Le président et les vice-présidents sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur a été notifiée; à défaut de quoi, il pourra être pourvu à leur remplacement.

ART. 14.

Les assesseurs sont nommés par le Roi, au nombre de vingt au moins, pour un terme de trois ans; leur mandat est renouvelable.

Nul ne peut être nommé assesseur s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, s'il ne jouit de ses droits civils et politiques et s'il n'est âgé de 30 ans au moins.

Parmi ces assesseurs, quatre au moins doivent être porteur du brevet belge de capitaine de long cours ou au cabotage, quatre au moins du brevet ou de la

ART. 13.

De voorzitter en de ondervoorzitters worden, op voordracht van den Minister van het Zeewezen door den Koning voor het leven benoemd.

Alleen zij kunnen tot deze ambten worden benoemd, die geboren Belg zijn of Belg geworden zijn door de groote naturalisatie en, wat den voorzitter betreft, voldoen aan de vereischten van artikel 69, lid 2 van de wet van 18 Juni 1869, en wat de ondervoorzitters aangaat, aan die van artikel 17, lid 1 van dezelfde wet.

De voorzitter legt in handen van den Minister van het Zeewezen den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De ondervoorzitters leggen denzelfden eed af in handen van den voorzitter.

De voorzitter en de ondervoorzitters zijn gehouden den eed af te leggen binnen eene maand ingaande den dag waarop hunne benoeming hun werd bekend gemaakt; bij gebreke daaraan zal er in hunne vervanging kunnen voorzien worden.

ART. 14.

De bijzitters worden, ten getalle van ten minste twintig, door den Koning benoemd voor eenen termijn van drie jaar; zij zijn herkiesbaar.

Niemand kan tot bijzitter benoemd worden, tenzij hij geboren Belg is of de groote naturalisatie heeft verkregen, zijne burgerlijke en politieke rechten bezit en ten minste 30 jaar oud is.

Onder deze bijzitters moeten er ten minste vier het Belgisch diploma van kapitein ter lange omvaart of ter kustvaart bezitten, ten minste vier, het

licence belge de mécanicien ou de machiniste, deux au moins du brevet belge de patron-pêcheur. Ces assesseurs devront avoir navigué en ces qualités respectives pendant deux ans au moins au cours des vingt années qui précèdent leur nomination.

ART. 15.

Il y a auprès du Conseil un greffier et un ou plusieurs greffiers-adjoints, en nombre fixé par arrêté royal.

Le greffier et les greffiers-adjoints sont nommés et révoqués par le Roi. Ils sont choisis sur une liste de trois candidats présentés par le président du Conseil. Nul ne peut remplir les fonctions de greffier s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'a rempli pendant cinq ans au moins les fonctions de greffier-adjoint d'une Cour ou d'un tribunal de première instance ou de commerce, ou du Conseil d'Enquête. Nul ne peut être nommé greffier-adjoint s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation et s'il n'est âgé de 21 ans accomplis. Le greffier et les greffiers-adjoints prêtent entre les mains du président le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 en y ajoutant les mots :

» Je jure de remplir fidèlement les
» fonctions de... (greffier ou greffier-
» adjoint). »

Belgisch diploma of de Belgische vergunning van mecanicien of machinist en ten minste twee, het Belgisch Diploma van schipper ter visscherij. Die bijzitters moeten gedurende ten minste twee jaar in die onderscheiden hoedanigheden gevaren hebben in den loop van de twintig jaar welke hunne benoeming voorafgaan.

ART. 15.

Bij den Raad worden aangesteld : een griffier en een of meer toegevoegde griffiers, wier getal bij koninklijk besluit wordt bepaald.

De griffier en de toegevoegde griffiers, worden benoemd en afgezet door den Koning. Zij worden gekozen uit eene lijst van drie door den voorzitter van den Raad voorgedragen kandidaten. Niemand mag het ambt van griffier waarnemen tenzij hij geboren Belg is, of Belg geworden is door de groote naturalisatie, ten volle 25 jaar oud is, ten minste vijf jaar lang het ambt van toegevoegd griffier heeft waargenomen bij een Hof, eene rechtbank van eersten aanleg of een handelsrechtbank of wel bij den Onderzoeksraad. Niemand kan tot toegevoegd griffier benoemd worden, tenzij hij geboren Belg is of Belg geworden is door de groote naturalisatie en ten volle 21 jaar oud is. De griffier en de toegevoegde griffiers leggen in handen van den voorzitter den bij het decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af onder bijvoeging van de woorden :

« Ik zweer het ambt van.... (griffier of toegevoegd griffier) getrouw te vervullen. »

ART. 16.

Il y a auprès du Conseil d'Enquête un commissaire de l'Etat et des commissaires-adjoints en nombre fixé par arrêté royal.

Ils sont nommés et révoqués par le Roi, sur la proposition du Ministre de la Marine. Ils prêtent serment entre les mains de celui-ci et exercent leurs fonctions sous son autorité.

Nul ne peut remplir ces fonctions s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation et s'il n'est âgé de 25 ans et docteur en droit.

Le commissaire de l'Etat recueille tous renseignements de nature à éclairer le Conseil sur les faits relevant de sa compétence. Il a l'initiative de l'application des mesures prévues aux articles 3, 4 et 7.

ART. 17.

Toutes autorités judiciaires et administratives et notamment les Consuls de Belgique, sont tenus de signaler au commissaire de l'Etat par un rapport succinct, les accidents maritimes et les faits relevant de la juridiction du Conseil, dont ils auront acquis la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout intéressé a le droit de déposer plainte entre les mains du commissaire de l'Etat.

ART. 18.

Les articles 180, 181, 183 et 184 de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux présidents, vice-présidents, assesseurs, commissaires et commissaires

ART. 16.

Bij den Onderzoeksraad worden aangesteld een Rijkscmissaris en toegevoegde commissarissen, wier getal bij Koninklijk besluit wordt bepaald.

Zij worden door den Koning benoemd en afgezet op voordracht van den Minister van het Zeewezen. Zij leggen in dezes handen den eed af en oefenen hun ambt onder zijn gezag uit.

Niemand mag die ambten waarnemen, tenzij hij geboren Belg of Belg geworden is door de groote naturalisatie, den leeftijd van 25 jaar heeft bereikt en doctor in de rechten is.

De Rijkscmissaris verzamelt alle inlichtingen van aard om den Raad voor te lichten omtrent de feiten welke tot zijne bevoegdheid behooren. Hij heeft het recht om voorstellen te doen ter toepassing van de bij artikelen 3, 4 en 7 voorziene maatregelen.

ART. 17.

Alle gerechtelijke en bestuursoverheden, onder andere de Consuls van België, zijn gehouden den Rijkscmissaris bij beknopt verslag in te lichten over de zeeongevallen en de feiten welke tot de rechtsmacht van den Raad behooren en waarvan zij kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun ambt.

Elke belanghebbende heeft het recht om bij den Rijkscmissaris eene aanklacht in te dienen.

ART. 18.

Artikelen 180, 181, 183 en 184 van de wet van 18 Juni 1869 zijn van toepassing op den voorzitter, de onder-voorzitters, bijzitters, rijkscommissa-

adjoints de l'État, aux greffier et greffiers-adjoints. Les assesseurs sont soumis, en outre, aux dispositions établies par l'article 115 de la même loi.

Le greffier et les greffiers-adjoints sont soumis, en outre, aux dispositions des articles 158 à 163, 169, 170 et 172 de la dite loi.

Si l'un des cas énumérés à l'article 378 du Code de procédure civile se présente, en ce qui concerne le président, les vice-présidents, l'un des assesseurs, le commissaire ou les commissaires-adjoints de l'État, le greffier ou les greffiers-adjoints, le Conseil statuera sur la récusation.

Il en sera de même si l'un des assesseurs est au service d'un armement en cause.

ART. 19.

Les articles 175, 176, 177 et 179 de la loi du 18 juin 1869 sont applicables au président et aux vice-présidents, au commissaire et aux commissaires-adjoints de l'État, au greffier et aux greffiers-adjoints.

Peuvent toutefois être nommés, sur la proposition du Ministre de la Marine et du Ministre de la Justice, aux fonctions de président du Conseil, les conseillers à la Cour d'appel, aux fonctions de vice-présidents, les vice-présidents et les juges au tribunal de première instance, et aux fonctions de commissaire et de commissaire-adjoint de l'État ou de greffier et de greffier-adjoint, des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, à l'exception des référendaires et des référendaires-

ris en toegevoegde rijkcommissarissen alsmede op den griffier en de toegevoegde griffiers. Op de bijzitters zijn daarenboven de bepalingen van artikel 115 van dezelfde wet toepasselijk.

Voor den greffier en de toegevoegde griffiers gelden buitendien de bepalingen van artikelen 158 tot 163, 169, 170 en 172 van voormelde wet.

Doet zich, wat den voorzitter, de ondervoorzitters, en de bijzitters, den rijkcommissaris of de toegevoegde rijkcommissarissen, den griffier of de toegevoegde griffiers betreft, een der in artikel 378 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging opgenoemde gevallen voor, dan zal de Raad over de wraking beslissen.

Zoo gaat het eveneens, indien een der bijzitters in dienst is van eene betrokken reederij.

ART. 19.

Artikelen 175, 176, 177 en 179 van de wet van 18ⁿ Juni 1869 zijn van toepassing op den voorzitter en op de onder-voorzitters, op den Rijkscmissaris en op de toegevoegde Rijkscmissarissen, op den griffier en op de toegevoegde griffier.

Kunnen echter, op voordracht van den Minister van Zeewezen en van den Minister van Justitie, benoemd worden tot het ambt van voorzitter, de raadsheeren bij het Hof van beroep, tot het ambt van ondervoorzitter, de ondervoorzitters en de rechters bij de rechtbank van eersten aanleg, en tot het ambt van Rijkscmissaris en toegevoegd Rijkscmissaris of van griffier of toegevoegd griffier bestuurlijke of rechterlijke ambtenaren, behalve de referendarissen en de toegevoegde refe-

adjoints près les tribunaux de commerce.

L'article 177 de la loi du 18 juin 1869 est applicable aux assesseurs.

Les assesseurs ne peuvent être choisis parmi les huissiers ni les receveurs des impôts.

ART. 20.

L'alinéa 3 de l'article 211 de la loi du 18 juin 1869 est applicable aux présidents et vice-présidents, aux commissaires et commissaires-adjoints de l'État, aux greffier et greffiers-adjoints. Il peut y être dérogé, sauf en ce qui concerne le greffier et les greffiers-adjoints, moyennant l'autorisation du Ministre de la Marine.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par l'un des vice-présidents, le commissaire de l'État par l'un des commissaires-adjoints de l'État, le greffier par le greffier-adjoint. Les articles 207 et 207bis de la loi du 18 juin 1869 sont applicable au Conseil d'enquête.

Le président et le commissaire de l'État ne peuvent s'absenter plus de trois jours de leur résidence pour des causes étrangères à leurs fonctions, sans l'autorisation du Ministre de la Marine ; les vice-présidents, les greffiers et les greffiers-adjoints sans l'autorisation du président ; les commissaires-adjoints de l'État sans l'autorisation du commissaire de l'État.

CHAPITRE III.

Procédure.

ART. 21.

Le président, à la requête du commissaire de l'État ou même d'office, rend

rendarissen bij de handelsrechtbanken.

Artikel 177 van de wet van 18^{en} Juni 1869 is toepasselijk op de bijzitters.

De bijzitters mogen niet onder de deurwaarders noch onder de ontvangers der belastingen gekozen worden.

ART. 20.

Lid 3 van artikel 211 van de wet van 18 Juni 1869 is toepasselijk op den voorzitter en de ondervoorzitters, den Rijkscmissaris en de toegevoegde Rijkscmissarissen, alsmede op den griffier en de toegevoegde griffiers. Behalve ten aanzien van den griffier en de toegevoegde griffiers kan daarvan afgeweken worden met machtiging van den Minister van het Zeewezen.

Bij verhindering wordt de voorzitter vervangen door een der ondervoorzitters, de Rijkscmissaris door een der toegevoegde Rijkscmissarissen, de griffier door den toegevoegden griffier. Artiken 207 en 207bis van de wet van 18 Juni 1869 zijn op den Onderzoeksråd toepasselijk.

De voorzitter en de Rijkscmissaris moegen niet meer dan drie dagen van hunne standplaats afwezig zijn om redenen vreemd aan hun ambt, zonder machtiging van den Minister van het Zeewezen ; de ondervoorzitters, de griffiers en de toegevoegde griffiers, zonder machtiging van den voorzitter ; de toegevoegde Rijkscmissarissen, zonder machtiging van den Rijkscmissaris.

HOOFDSTUK III.

Rechtspleging.

ART. 21.

Ten verzoeken van den Rijkscmissaris of zelfs ambtshalve vaardigt de

une ordonnance fixant lieu, jour et heure pour la réunion du Conseil et désignant les assesseurs appelés à siéger.

Le président peut désigner des assesseurs suppléants qui sont tenus de suivre l'enquête et les débats. En cas d'empêchement d'un assesseur, celui-ci sera remplacé sur la désignation du président par un des suppléants.

Le Conseil peut également s'adjoindre, même au cours de la procédure, deux ou quatre assesseurs choisis en raison de leur compétence spéciale en dehors de ceux prévus à l'alinéa premier de l'article 14.

La convocation des assesseurs a lieu par les soins du commissaire de l'État.

Le défaut par l'assesseur ou par l'assesseur suppléant de satisfaire à la convocation qui lui a été adressée est puni des peines prévues à l'article 396 du Code d'instruction criminelle. Les articles 397 et 398 du même Code y seront applicables.

Le commissaire de l'État et la personne à la charge de qui l'application d'une mesure disciplinaire est demandée, peuvent s'opposer à ce que les assesseurs n'ayant pas suivi toute l'enquête, aient voix délibérative.

Avant de siéger, les assesseurs prêtent, entre les mains du président, le serment de loyalement remplir leurs fonctions de membres du Conseil, de garder le secret des délibérations et de juger sans haine, sans crainte et sans complaisance, avec la seule volonté de dire la vérité et d'exécuter la loi.

voorzitter een bevelschrift uit, waarbij plaats, dag en uur voor de bijeenkomst van den Raad vastgesteld en de ter vergadering opgeroepen bijzitters aangeduid worden.

De voorzitter kan plaatsvervangende bijzitters aanwijzen die gehouden zijn het onderzoek en de beraadslagingen te volgen. Ingeval een bijzitter verhinderd is, wordt hij volgens de aanwijzing van den voorzitter door een der plaatsvervangers vervangen.

De Raad kan zich eveneens, zelfs in den loop van de rechtspleging, twee of vier wegens hunne bijzondere bevoegdheid gekozen bijzitters toevoegen, buiten die voorzien bij lid 1 van artikel 14.

Voor de oproeping van de bijzitters zorgt de Rijkscorrespondent.

Blijft de bijzitter of de toegevoegde bijzitter in gebreke gevolg te geven aan den oproep die tot hem werd gericht, dan wordt dit verzuim gestraft met eene der straffen voorzien bij artikel 396 van het Wetboek van strafrechtspleging. Artikelen 397 en 398 van hetzelfde Wetboek zijn alsdan toepasselijk.

De Rijkscorrespondent en de persoon tegen wien toepassing van eenen tuchtmaatregel wordt gevorderd kunnen er zich tegen verzetten, dat de bijzitters welke niet heel het onderzoek gevolgd hebben, stemgerechtigd zijn.

Vooraleer zitting te nemen leggen de bijzitters in handen van den voorzitter den eed af dat zij als lid van den Raad hun ambt trouw zullen vervullen, de beraadslagingen zullen geheimhouden en uitspraak zullen doen zonder haat, vrees en toegevendheid alleen met den wil de waarheid te zeggen en de wet ten uitvoer te leggen.

ART. 22.

Au jour fixé le président communique au Conseil l'avis reçu, la plainte déposée ou expose les faits qui ont motivé la réunion.

Le Conseil décide, le commissaire de l'État entendu, s'il y a lieu de procéder à l'enquête. Toutefois, il est tenu d'y procéder en cas de mort d'homme, de lésions corporelles graves, de perte ou abandon d'un bâtiment, de collision avec tout corps fixe ou flottant, de dommage causé à un autre bâtiment autrement que par collision, d'échouement, d'incendie, de dommage matériel affectant la bonne navigabilité du navire, sa sécurité, ou s'il s'est écoulé un délai suffisant pour qu'un navire puisse être réputé perdu sans nouvelle.

En tous cas, le Conseil est tenu de procéder à l'enquête avec la plus grande célérité.

ART. 23.

Toute citation à comparaître devant le Conseil est faite à la requête du commissaire de l'État.

Le président désigne des huissiers audienciers parmi les huissiers de première instance.

Les citations sont données comme en matière répressive.

La règle de l'article 419 du Code de procédure civile leur est applicable.

En cas d'urgence le président peut abrégé les délais et ordonner la convocation même d'heure à heure.

Si la personne citée est à l'étranger,

ART. 22.

Op den gestelden dag deelt de voorzitter den Raad het ontvangen advies, de ingediende aanklacht mede of zet de feiten uiteen welke tot de vergadering aanleiding gegeven hebben.

Na den Rijkscommissaris te hebben gehoord, beslist de Raad of het onderzoek dient ingesteld. Hij is evenwel gehouden hiertoe over te gaan in geval van verlies van een menschenleven, van zwaar lichamelijk letsel, van verlies of verlating van een schip, van aanvaring met om het even welk vastliggend of drijvend lichaam, van schade aan een ander schip op andere wijze dan door aanvaring veroorzaakt, van stranding, brand, stoffelijke schade waardoor de zeewaardigheid van het schip of zijne veiligheid wordt verminderd of na verloop van een voldoende tijd opdat een schip als zonder tijding vergaan zou kunnen beschouwd worden.

De Raad is in alle geval gehouden met den meesten spoed tot het onderzoek over te gaan.

ART. 23.

Elke dagvaarding om voor den Raad te verschijnen geschiedt ten verzoeken van den Rijkscommissaris.

De voorzitter wijst deurwaarders ten rolle aan onder de deurwaarders van eersten aanleg.

De dagvaarding worden gedaan als in strafzaken.

Het voorschrift van artikel 419 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging is er toepasselijk op.

Is de zaak dringend, dan kan de voorzitter de termijnen afkorten en de oproeping zelfs van uur tot uur bevelen.

Verblijft de gedaagde persoon in het

le délai de comparution est fixé par le président. Les formalités de la loi du 28 juin 1889 sont observées. Toutefois, en cas d'urgence, le président peut décider que la citation sera transmise en substance par la voie télégraphique et par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Étrangères au consul de Belgique qui la fera parvenir à l'intéressé par la poste sous plis recommandé.

Les actes relatifs au conseil d'enquête ne sont pas soumis à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, approuvée par la loi du 20 avril 1909, relative à la procédure civile.

ART. 24.

Les formalités prescrites pour l'audition des personnes impliquées et des témoins par le juge d'instruction sont suivies pour les interrogatoires et les dépositions devant le Conseil d'enquête, en tant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions de la présente loi.

Sauf le cas prévu à l'article 28, les témoins sont entendus en la présence des personnes impliquées, si elles comparaissent comme telles et de leurs conseils.

Il est fait, en outre, un compte rendu sténographique des questions et des réponses si le Conseil estime qu'il y a lieu d'en agir ainsi. Les traducteurs et les sténographes prêtent le serment d'expert.

Le compte rendu sténographique ne vaut qu'à titre d'information à moins qu'il n'en puisse être donné lecture et

buitenland, dan wordt de termijn van verschijning door den voorzitter vastgesteld. De bij de wet van 28 Juni 1889 voorgeschreven formaliteiten worden in acht genomen. Is de zaak dringend, dan mag de voorzitter evenwel beslissen, dat de dagvaarding in het kort, per telegraaf, door tussenkomst van den Minister van Buitenlandsehe Zaken zal overgemaakt worden aan den Consul van België, die het den belanghebbende per aanbevolen brief over de post zal doen geworden.

De Haagsche Conventie van 17 Juli 1905, goedgekeurd door de wet van 20 April 1909, betreffende de burgerlijke rechtspleging, is niet van toepassing op de akten welke op den Onderzoeksraad betrekking hebben.

ART. 24.

De formaliteiten voorgeschreven voor het verhoor, door den Onderzoek-rechter, van de betrokken personen en de getuigen worden in acht genomen bij de ondervragingen en getuigenissen vóór den Onderzoeksraad, voorzover er door de bepalingen van deze wet niet van afgeweken wordt.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 28 worden de getuigen gehoord in tegenwoordigheid van de betrokken personen, indien deze als dusdanig verschijnen, en van hunne raadgevers.

Er wordt daarenboven een stenographisch verslag van de vragen en antwoorden opgemaakt, indien de Raad dit noodig oordeelt. Vertalers en snelschrijvers leggen den eed van deskundige af.

Het stenographisch verslag geldt slechts als inlichting, tenzij het kan voorgelezen worden en de belangheb-

que les intéressés déclarent ensuite s'y référer.

Il n'y a pas lieu à reproche de témoins devant le Conseil. Les circonstances mentionnées à l'article 283 du Code de procédure civile seront mentionnées au procès-verbal.

Le serment n'est pas exigé des personnes impliquées. Il sera toujours loisible à une personne qui se considère comme impliquée de se faire considérer comme telle.

ART. 25.

Si un témoin, régulièrement cité, néglige de comparaître ou de produire une excuse valable, le fait est acté au procès-verbal et le commissaire de l'État peut en adresser plainte au procureur du Roi, sur la réquisition duquel le juge d'instruction pourra délivrer un mandat d'amener, conformément à l'article 80 du Code d'instruction criminelle.

Toute personne qui, régulièrement citée, refuse de prêter serment ou de déposer, pourra être condamnée à une amende de 26 à 300 francs et à un emprisonnement de huit jours à trois mois, ou à une de ces peines seulement.

Les articles 218, 222, 223, 224 et 225 du Code pénal sont applicables aux témoignages reçus par le Conseil ou par les personnes auxquelles il a remis délégation.

ART. 26.

Les assesseurs, le commissaire de l'État et les personnes impliquées sont autorisés à poser directement des ques-

benden daarna verklaren er zich aan te houden.

Voor den Raad worden geen getuigen gewraakt. De bij artikel 283 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vermelde omstandigheden zullen in het proces-verbaal opgeteekend worden.

De eed wordt niet opgelegd aan de betrokken personen. Het zal eenen persoon die zich betrokken acht, steeds vrijstaan zich als dusdanig te doen beschouwen.

ART. 25.

Indien een regelmatig gedaagde getuige verzuimt te verschijnen of eene geldige verontschuldiging over te leggen, wordt zulks in het proces-verbaal opgeteekend en mag de Rijkscommisaris daarover eene aanklacht indienen bij den Procureur des Konings op wiens vordering de onderzoeksrechter een bevel tot verschijning voor den rechter zal kunnen afleveren overeenkomstig artikel 80 van het Wetboek van strafrechtspleging.

Elke regelmatig gedaagde persoon die weigert den eed af te leggen of te getuigen, zal kunnen veroordeeld worden tot eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand, ofwel alleen tot ééne dezer straffen.

Artikelen 218, 222, 223, 224 en 225 van het Strafwetboek zijn van toepassing op getuigenissen afgenomen door den Raad of door de personen aan wie hij opdracht heeft gegeven.

ART. 26.

De bijzitters, de Rijkscommisaris en de betrokken personen zijn er toe gemachtigd rechtstreeks aan de getuigen

tions aux témoins, dans l'ordre déterminé par le président.

Si le Conseil décide que la question n'est ni pertinente, ni relevante et qu'il ne doit pas y être répondu, il en est fait mention au procès-verbal.

Art. 27.

Le Conseil a les pouvoirs d'enquête les plus étendus. Il peut se rendre à bord et y faire toutes constatations, entendre les témoins et ordonner le dépôt de tous écrits ou pièces de conviction. En cas de refus des intéressés de déposer les pièces réclamées, le président, avec l'assentiment du commissaire du Gouvernement, peut procéder à la saisie des pièces.

Le Conseil peut ordonner des expertises et notamment une expertise médicale relative aux personnes sur lesquelles s'exerce sa juridiction.

Les règles prescrites pour les expertises ordonnées par le juge d'instruction sont applicables aux expertises ordonnées par le Conseil. Les experts déposent leur rapport au greffe du Conseil.

Art. 28.

Le Conseil peut déléguer un de ses membres pour recevoir la déposition d'un témoin incapable de se transporter devant le Conseil.

Il peut également charger un ou plusieurs de ses membres de faire certaines constatations, même en dehors des eaux maritimes belges.

Le Conseil peut donner délégation

vragen te stellen in de door den voorzitter vastgestelde volgorde.

Beslist de Raad dat de vraag noch tot de zaak behoort noch er betrekking op heeft en er niet moet op geantwoord worden, dan wordt zulks in het proces-verbaal vermeld.

Art. 27.

De Raad heeft de meest uitgebreide macht van onderzoek. Hij mag zich aan boord begeven en er alle vaststellingen doen, de getuigen hooren en de overlegging van alle bewijsschriften of stukken bevelen. Ingeval de belanghebbenden weigeren de opgevorderde bescheiden over te leggen, mag de voorzitter, met toestemming van den Regeringscommissaris, tot de inbeslagneming er van overgaan.

De Raad mag bevel geven tot onderzoek door deskundigen, onder andere tot een geneeskundig onderzoek betreffende de personen waarop hij rechtsmacht heeft.

De voorschriften, vastgesteld voor het door den onderzoeksrechter bevolen onderzoek door deskundigen, zijn van toepassing op dergelijk, door den Raad bevolen onderzoek. De deskundigen dienen hun verslag in bij de griffie van den Raad.

Art. 28.

De Raad kan aan een zijner leden opdragen de verklaringen af te nemen van den getuige die niet in staat is zich voor den Raad te begeven.

Hij kan er eveneens een of meer zijner leden mee belasten zelfs buiten de Belgische zeewateren sommige vaststellingen te doen.

De Raad kan opdracht geven aan de

aux Consuls pour recevoir les dépositions des témoins résidant à l'étranger et adresser des lettres rogatoires aux autorités étrangères.

ART. 29.

Les sanctions disciplinaires ne pourront être appliquées qu'après que le Conseil aura décidé que l'enquête portera sur l'application éventuelle d'une de ces sanctions à une ou plusieurs personnes déterminées. Il est fait mention de cette décision au procès-verbal à peine de nullité.

En outre, ces sanctions ne pourront être prononcées que si l'intéressé est présent ou a été averti de l'éventualité de cette application.

Cet avertissement pourra être donné par le commissaire de l'Etat avant toute enquête dans la citation prévue à l'article 23. Sinon, il sera donné dans une citation ultérieure à notifier dans les mêmes conditions.

Si la personne impliquée est présente, un délai d'au moins quarante-huit heures doit lui être laissé, à sa demande, pour lui permettre de préparer sa défense.

ART. 30.

La personne impliquée doit comparaître personnellement à moins que le Conseil ne l'autorise pour des motifs graves à se faire remplacer par un mandataire spécial.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil choisi conformément à l'article 62 de la loi du 18 juin 1869. Ils

Consuls om de verklaringen van de in den vreemde verblijvende getuigen te ontvangen en brieven tot onderzoek aan buitenlandsche overheden zenden.

ART. 29.

De tuchtstrafmaatregelen zullen eerst kunnen toegepast worden, nadat de Raad zal beslist hebben dat het onderzoek loopt over de mogelijke toepassing van een dier strafmaatregelen ten opzichte van een of meer bepaalde personen. Van deze beslissing wordt in het proces-verbaal melding gemaakt op straffe van nietigheid.

Daarenboven zullen die straffen slechts kunnen uitgesproken worden, zoo de belanghebbende aanwezig is of omtrent de mogelijkheid van deze toepassing gewaarschuwd werd.

Deze waarschuwing zal, vóór alle onderzoek, door den Rijkscommissaris kunnen gegeven worden in de bij artikel 23 voorziene dagvaarding. Zoo niet, zal zij bij eene latere dagvaarding geschieden, welke in dezelfde voorwaarden dient ter kennis gebracht.

Is de betrokken persoon aanwezig, dan moet hem, op zijne aanvraag, eene tijdruimte van ten minste acht en veertig uur worden geschonken, om hem toe te laten zijne verdediging voor te bereiden.

ART. 30.

De betrokkene moet in eigen persoon verschijnen, tenzij de Raad er hem om ernstige reden toe machtigt zich door een bijzonderen lasthebber te laten vervangen.

De betrokkene mag zich doen bijstaan door eenen raadsman gekozen overeenkomstig artikel 62 van de wet

peuvent prendre connaissance du procès-verbal de l'enquête ainsi que de tous documents produits et sont autorisés à assister à toute mesure d'instruction.

Art. 31.

L'intéressé peut faire entendre des témoins et en faire citer par le commissaire de l'État.

Si le Conseil décide que les témoins ne seront pas cités ou ne seront pas entendus, il en est fait mention au procès-verbal.

La personne impliquée au cours de l'enquête peut demander qu'un témoin soit entendu à nouveau. Si, à raison de circonstances spéciales, il ne peut être fait droit à cette demande, il sera fait mention de ces circonstances au procès-verbal.

L'article 509 du Code d'instruction criminelle est applicable au Conseil d'enquête et à ses membres lorsque ceux-ci agissent par délégation.

Art. 32.

Les audiences du Conseil sont publiques.

Le Conseil peut toutefois ordonner le huis clos lorsque la personne intéressée le demande ou si la publicité des débats est dangereuse pour les mœurs ou la sécurité publique.

Les décisions sont toujours prononcées publiquement. Il en est délivré copie, ainsi que de toutes les pièces de l'information, à la personne intéressée qui en fait la demande. Les tiers ne peuvent obtenir ces copies qu'avec l'autorisation du président.

van 18 Juni 1869. Zij mogen van het proces-verbaal van het onderzoek alsmede van al de overgelegde bescheiden kennis nemen en zijn er toe gemachtigd aanwezig te zijn bij het treffen van om het even welken onderzoeksmaatregel.

Art. 31.

De betrokkene mag getuigen doen hooren en er door den Rijkscommissaris doen dagvaarden.

Beslist de Raad dat de getuigen niet zullen gedagvaard of gehoord worden, zoo wordt zulks in het proces-verbaal vermeld.

De in den loop van het onderzoek betrokken persoon mag vragen dat een getuige opnieuw gehoord worde. Indien er wegens bijzondere omstandigheden aan dit verzoek geen gevolg kan gegeven worden, zullen die omstandigheden in het proces-verbaal worden vermeld.

Artikel 509 van het Wetboek van strafrechtspleging is van toepassing op den Onderzoeksraad en op dezes leden wanneer zij in opdracht handelen.

Art. 32.

De terechtzittingen van den Raad zijn openbaar.

Hij mag evenwel het verhoor met gesloten deuren bevelen, wanneer de betrokken persoon er om vraagt of indien de openbaarheid der besprekingen gevaar oplevert voor de zeden of de openbare veiligheid.

De beslissingen worden altijd in het openbaar uitgesproken. Van die beslissingen alsmede van al de stukken van het onderzoek wordt afschrift gegeven aan den betrokken persoon die er om vraagt. Derden kunnen die afschriften slechts met toelating van den voorzitter bekomen.

ART. 33.

Sont applicables au Conseil d'enquête, les articles 140, § 1, 141, 143, 144 et 146 de la loi du 18 juin 1869, ainsi que les articles 88 à 92 du Code de procédure civile.

ART. 34.

Les frais de procédure sont arrêtés par le Conseil et recouvrés comme en matière répressive. Ils sont à la charge de la personne à laquelle une mesure disciplinaire est appliquée. Toutefois, le Conseil peut mettre tout ou partie de ces frais à charge de l'État.

ART. 35.

Il n'y a lieu devant le Conseil d'enquête ni à constitution de partie civile, ni à intervention quelconque, même aux fins de jugement commun.

ART. 36.

Si certains faits révélés par l'enquête paraissent constituer une infraction, le Commissaire de l'État en donne connaissance à l'autorité compétente et lui transmet toutes les pièces.

Les décisions du Conseil sont communiquées à l'Administration de la Marine par les soins du commissaire de l'État. S'il s'agit du porteur d'un diplôme étranger, la décision est notifiée aux autorités du pays qui a délivré ce diplôme.

ART. 37.

Les décisions prévues aux articles 3,

ART. 33.

Zijn van toepassing op den onderzoeksraad, artikelen 140, § 1, 141, 143, 144 en 146 van de wet van 18 Juni 1869, alsmede artikelen 88 tot 92 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

ART. 34.

De kosten van rechtspleging worden door den Raad vastgesteld en geïnd als in strafzaken. Zij vallen ten laste van den persoon tegen wien een tuchtmaatregel getroffen wordt. De Raad kan evenwel deze kosten geheel of gedeeltelijk ten laste doen komen van den Staat.

ART. 35.

Voor den Onderzoeksraad wordt noch burgerlijke partij gesteld noch eenigerlei tusschenkomst aangewend, zelfs met het oog op een gemeen vonnis.

ART. 36.

Indien sommige door het onderzoek aan den dag gebrachte feiten eene overtreding schijnen uit te maken, geeft de Rijkscommissaris er kennis van aan de bevoegde overheid en maakt haar al de stukken over.

De beslissingen van den Raad worden door den Rijkscommissaris aan het Beheer van het Zeewezen medegedeeld. Geldt het den houder van een buitenlandsch diploma, dan wordt de beslissing ter kennis gebracht van de overheden van het land dat bedoeld diploma afgeleverd heeft.

ART. 37.

De bij artikelen 3, 4 en 7 voorziene

4 et 7 sont signifiées aux intéressés par les soins du commissaire de l'État.

Art. 38.

Une décision définitive est réputée contradictoire dès que l'intéressée a comparu sur l'avertissement prévu à l'article 29 et avant la décision définitive.

L'opposition aux décisions rendues par défaut, doit être formée par déclaration au greffe ou par lettre recommandée adressée au greffe, dans les dix jours qui suivent celui où l'intéressé aura connu la signification, et, s'il n'est pas établi qu'il en a eu connaissance, dans les deux années qui suivent la décision rendue par défaut.

Si l'intéressé n'est pas dans le pays, le délai de dix jours ci-dessus sera porté à trois mois.

Le président sera tenu de convoquer le Conseil dans la huitaine de l'opposition à moins que l'intéressé ne sollicite un délai plus long.

Art. 39.

Les décisions du Conseil ne sont pas susceptibles d'appel.

Art. 40.

Les décisions du Conseil peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation, pour incompétence, pour violation ou omission des formes substantielles, ou pour contravention à la loi.

Le recours est ouvert au commissaire

beslissingen worden door den Rijks-commissaris aan de belanghebbenden betekend.

Art. 38.

Eene eindbeslissing wordt beschouwd als op tegenspraak genomen, zoodra de belanghebbende vóór die eindbeslissing op de bij artikel 29 voorziene waarschuwing verschenen is.

Verzet tegen bij verstek gewezen beslissingen moet gedaan worden bij ter griffie afgelegde verklaring of bij tot de griffie gericht aangeteekenden brief, zulks binnen tien dagen na dien waarop de belanghebbende van de betekenis zal kennis gehad hebben en, indien niet uitgemaakt is dat hij er kennis van gekregen heeft, binnen twee jaar na de bij verstek gewezen beslissing.

Bevindt de betrokkene zich niet in het land, dan zal de hierboven vermelde termijn van tien dagen op drie maand gebracht worden.

De voorzitter zal gehouden zijn den Raad binnen acht dagen na het verzet-aanteekenen bijeen te roepen, tenzij de belanghebbende om een langeren termijn verzoekt.

Art. 39.

De beslissingen van den Raad zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

Art. 40.

De beslissingen van den Raad kunnen bij wege van verhaal in verbreking bestreden worden wegens onbevoegdheid, schending of verzuim van de hoofdzakelijke vormen of wegens overtreding der wet.

Het verhaal mag uitgeoefend worden

de l'État et à la personne à laquelle une des mesures prévues aux articles 3, 4 et 7 a été appliquée.

Le recours doit être formé par déclaration au greffe, à peine de déchéance, par le commissaire de l'État, dans la huitaine de la décision définitive et par l'intéressé, dans le même délai, si la décision a été rendue contradictoirement; si elle a été rendue par défaut, dans la huitaine à partir du jour où elle est devenue définitive.

Le pourvoi du commissaire de l'État sera, à peine de déchéance, notifié à la partie intéressée dans la huitaine de son dépôt au greffe.

Toutes décisions, autres que la décision définitive, ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi qu'en même temps que celle-ci.

Art. 41.

En cas de cassation avec renvoi, l'affaire est renvoyée devant le Conseil autrement composé; si la décision est attaquée par les mêmes moyens que la première, il est procédé conformément à la loi du 7 juillet 1865.

En cas de recours, les délais prévus à l'article 42 ci-après sont interrompus. Ils recommencent à courir à partir de l'arrêt.

Le rejet des pouvoirs en cassation ne donne pas lieu à la condamnation prévue par la loi du 4 août 1832.

Art. 42.

Le Conseil peut, le commissaire de

door den Rijkscommissaris en door den persoon op wien een der bij artikel 3, 4 en 7 voorziene maatregelen toegepast werd.

Op straffe van rechtsverval moet het verhaal ingesteld worden bij eene ter griffie afgelegde verklaring door den Rijkscommissaris binnen acht dagen na de eindbeslissing en door den belanghebbende, binnen denzelfden termijn, indien de beslissing op de tegenspraak gewezen werd; zoo zij bij verstek werd gewezen, binnen acht dagen te rekenen van den dag waarop zij bekrachtigd werd.

De voorziening door den Rijkscommissaris moet, op straffe van rechtsverval, ter kennis van de betrokken partij gebracht worden binnen acht dagen nadat het ter griffie werd ingediend.

Van alle andere beslissingen dan de eindbeslissing kan slechts te gelijker tijd als van deze in voorziening gegaan worden.

Art. 41.

In geval van verbreking met verwijzing wordt de zaak naar den op andere wijze samengestelden Raad verwezen; wordt de tweede beslissing door dezelfde middelen als de eerste bestreden, dan wordt gehandeld overeenkomstig de wet van 7 Juli 1865.

Bij verhaal worden de bij achterstaand artikel 42 voorziene termijnen geschorst. Zij loopen opnieuw te rekenen van het vonnis.

De verwerping van eene voorziening in verbreking geeft geen aanleiding tot de veroordeeling voorzien bij de wet van 4 Augustus 1832.

Art. 42.

Na den Rijkscommissaris gehoord te

l'État entendu, reviser sa décision, suspendant ou annulant, pour cause d'incapacité physique, les brevets ou licences, s'il estime que l'état de l'intéressé s'est modifié.

La demande en revision est adressée, sans formalité, au président par le commissaire de l'État ou par l'intéressé.

Elle ne peut être formulée qu'un an après la décision dont la revision est demandée. Si la demande en revision a été rejetée, aucune demande nouvelle ne pourra être formulée qu'après l'expiration d'un an. Lorsque la revision est demandée, le président sera tenu de convoquer le Conseil dans les six mois.

ART. 43.

Si des faits nouveaux sont révélés qui auraient été de nature à influencer sur la décision du Conseil, une enquête nouvelle peut être demandée par le commissaire de l'État et par la personne à laquelle une mesure disciplinaire a été appliquée. Cette demande sera formée par requête adressée au Conseil précisant les faits invoqués. Le Conseil décide s'il y a lieu à nouvelle enquête.

ART. 44.

La personne à laquelle une des mesures prévues aux articles 3 et 7, autre que le retrait définitif des brevets ou licences, aura été appliquée, pourra demander sa réhabilitation.

hebben, kan de Raad zijne beslissing, waarbij diploma's of vergunningen, om reden van lichamelijke ongeschiktheid, geschorst of vernieuwd werden, herzien, indien hij oordeelt dat in den toestand van den betrokkene wijziging gekomen is.

De eisch tot herziening wordt, zonder rechtsvorm, tot den voorzitter gericht door den Rijkscmissaris of door den betrokkene.

Het mag eerst één jaar na de beslissing, waarvan herziening wordt aangevraagd, ingediend worden. Is de eisch tot herziening verworpen geworden, dan kan geen nieuwe eisch worden ingediend dan na verstrijking van eenen termijn van één jaar. Wordt om herziening gevraagd, dan is de voorzitter gehouden den Raad binnen zes maand bijeen te roepen.

ART. 43.

Worden nieuwe feiten aan den dag gebracht welke van aard mochten geweest zijn om op de beslissing van den Raad invloed te hebben, dan mag door den Rijkscmissaris en door den persoon op wien een tuchtmaatregel werd toegepast, om een nieuw onderzoek gevraagd worden. Dit moet geschieden bij tot den Raad gericht verzoekschrift waarin de aangevoerde feiten nauwkeurig omschreven worden. De Raad beslist of een nieuw onderzoek dient ingesteld.

ART. 44.

De personen op nieuw, buiten het intrekken voorgoed van diploma's of vergunningen, een van de bij artikelen 3 en 7 voorziene maatregelen werd toegepast, zal om herstel in eer en rechten kunnen vragen.

Celle-ci pourra être prononcée, le commissaire de l'État entendu, si, au cours d'un délai de cinq ans de navigation, depuis l'application de la sanction disciplinaire, l'intéressé a donné des preuves notoires de diligence et de capacité.

Art. 45.

Les frais d'opposition sont à charge de l'opposant, si le défaut lui est imputable.

Les frais de pourvoi, de demande de revision, d'enquête nouvelle et de réhabilitation sont à charge de l'intéressé s'il succombe.

L'opposition, le pourvoi, les demandes de revision, d'enquête nouvelle, de réhabilitation ne suspendent pas l'exécution de la décision.

Art. 46.

Aucune procédure ne peut être ouverte devant le Conseil au sujet de faits remontant à plus de douze mois.

Aucune décision ne peut être rendue plus de deux ans après que l'enquête aura été ouverte par la convocation du Conseil.

En cas d'opposition, la décision sera non avenue à l'égard de l'opposant, si le Conseil n'a pas statué dans les deux ans de l'opposition.

Dit zal, nadat de Rijksc commissaris gehoord werd, kunnen uitgesproken worden, indien de betrokkene, in den loop van eenen termijn van vijf jaar varens, sedert de toepassing der tuchtstraf, blijkbare bewijzen van vlijt en bekwaamheid heeft gegeven.

Art. 45.

De kosten van verzet zijn ten laste van den persoon die verzet aantee kent, indien het verstek aan hem te wijten is.

De kosten van voorziening, van eenen eisch tot herziening, tot nieuw onderzoek en tot herstelling in eer en rechten zijn ten laste van den betrokkene, indien hij in het ongelijk gesteld wordt.

Wegens verzet, voorziening en eischen tot herziening, nieuw onderzoek en herstelling in eer en rechten wordt de uitvoering van de beslissing niet geschorst.

Art. 46.

Geenerlei rechtspleging mag vóór den Raad worden begonnen omtrent feiten die meer dan twaalf maand geleden zijn.

Geenerlei uitspraak mag meer dan twee jaar nadat het onderzoek door de bijeenroeping van den Raad werd ingesteld, gewezen worden.

In geval van verzet zal de uitspraak ten opzichte van de partij, welke verzet heeft ingesteld, als ongedaan beschouwd worden, indien de Raad binnen twee jaar na het verzet geen oordeel geveld heeft.

CHAPITRE IV.

Dispositions pénales.

ART. 47.

Quiconque entrave l'action du Conseil d'enquête et notamment l'exécution de ses décisions est puni d'une amende de 26 francs à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement.

ART. 48.

Les membres du Conseil d'enquête, dans l'exercice de leurs fonctions, sont assimilés aux juges au point de vue de l'application du Code pénal.

ART. 49.

L'expert ou traducteur qui se sera rendu coupable de négligence grave dans l'accomplissement de sa mission sera puni d'une amende de 200 francs à 2,000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans ou de l'une de ces peines seulement.

Ils seront punis des peines prévues aux articles 218 et 223 du Code pénal, s'ils se sont rendus coupables des infractions prévues aux dits articles.

ART. 50.

Les articles 243 et 244 du Code pénal sont applicables aux greffiers et aux huissiers du Conseil.

HOOFDSTUK IV.

Strafbepalingen.

ART. 47.

Al wie de werking van den Onderzoeksraad, onder andere de uitvoering van zijne beslissingen belemmert, wordt gestraft met eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand of allen met eene dezer straffen.

ART. 48.

Ten aanzien van de toepassing van het Strafwetboek worden de leden van den Onderzoeksraad in de uitoefening van hun ambt met de rechters gelijkgesteld.

ART. 49.

De deskundige of de vertaler die zich bij het volbrengen van zijne opdracht aan ernstige nalatigheid zal schuldig gemaakt hebben, wordt gestraft met eene boete van 200 frank tot 2,000 frank en met eene gevangenisstraf van een maand tot twee jaar of alleen met eene dezer straffen.

De bij artikelen 218 en 223 van het Strafwetboek voorziene straffen worden op hen toegepast, wanneer zij zich schuldig hebben gemaakt aan de bij genoemde artikelen aangegeven overtredingen.

ART. 50.

Artikelen 243 en 244 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de griffiers en de deurwaarders van den Raad.

ART. 51.

Est punie d'une amende de 26 francs à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, toute personne visée à l'article 2 qui exerce des fonctions au mépris des décisions du Conseil.

ART. 52.

Les peines prévues aux articles 91 et 92 du Code de procédure civile et celles prévues aux articles 21, 25, 47, 49, 50 et 51 de la présente loi sont appliquées par les tribunaux répressifs.

Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE V.**Dispositions diverses.****ART. 53.**

Le règlement du Conseil est établi par arrêté royal sur la proposition du président.

ART. 54.

Les dispositions légales concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive sont applicables à la procédure instituée par la présente loi.

ART. 55.

Sont exempts des formalités et droits de timbres et d'engistrement tous actes, jugements et autres pièces relatifs aux

ART. 51.

Wordt gestraft met eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand of alleen met eene dezer straffen, elke in artikel 2 bedoelde persoon die eenen post bekleedt in strijd met de beslissingen van den Raad.

ART. 52.

De straffen voorzien bij artikelen 91 en 92 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging en die voorzien bij artikelen 21, 25, 47, 49, 50 en 51 van deze wet, worden toegepast door de strafrechtbanken.

Al de bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

HOOFDSTUK V.**Alterlei bepalingen.****ART. 53.**

Het reglement van den Raad wordt bij koninklijk besluit vastgesteld op voorstel van den voorzitter

ART. 54.

De wetsbepalingen betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in strafzaken zijn van toepassing op de bij deze wet ingestelde rechtspleging.

ART. 55.

Worden vrijgesteld van de formaliteiten en rechten van zegel en enregistralie, alle akten, vonnissen en andere

actions devant le Conseil d'enquête, ainsi que les registres tenus par le greffier et les extraits ou certificats des dits registres délivrés aux intéressés.

Art. 56.

Un arrêté royal règlera tout ce qui concerne l'exécution de la présente loi. Il fixera la date de son entrée en vigueur.

Donné à Bruxelles, le
1925.

PAR LE ROI :

stukken betreffende de rechtsvorderingen voor de Onderzoeksraad alsmede de door den griffier gehouden registers en de uit deze registers aan de belanghebbenden afgeleverde uittreksels of getuigschriften.

Art. 56.

Al wat de uitvoering van deze wet betreft zal bij een koninklijk besluit geregeld worden. Dit besluit zal den datum bepalen waarop zij van kracht wordt.

Gegeven te Brussel, den
1925.

VAN 'S KONINGS WEGE :

ALBERT.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes.*

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen en Telegrafien,*

E. ANSEELE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandse Zaken,

E. VANDERVELDE.
